



PREFETE DE SEINE-ET-MARNE

**DIRECTION REGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE
DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ENERGIE
D'ILE-DE-FRANCE**

Unité Territoriale de Seine-et-Marne

**Arrêté n° 2014/DRIEE/UT77/014
portant mise en demeure de la société
SARL LIONEL FAERBER METAUX (LFM) RECYCLAGE
pour son site situé 10, rue Pascal à MEAUX (77100)**

**La Préfète de Seine-et-Marne,
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu la partie réglementaire du Code de l'environnement, Livre V, notamment son article R 512-2 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 13/PCAD/84 du 19 mars 2013 donnant délégation de signature à Monsieur Alain VALLET, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France,

Vu l'arrêté n° 2013 DRIEE IdF 85 du 09 octobre 2013 portant subdélégation de signature,

Vu le rapport du Directeur régional et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France daté du 17 janvier 2014, consécutif à l'inspection effectuée le 14 janvier 2014 dans l'établissement de la société SARL LIONEL FAERBER METAUX (LFM) RECYCLAGE située 10, rue Pascal sur la commune de MEAUX (77100).

Vu le courrier du 17 janvier 2014 du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France portant à la connaissance de la société SARL LIONEL FAERBER METAUX (LFM) RECYCLAGE, en application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement, les suites de l'inspection du 14 janvier 2014 ;

Vu les factures n° FA0548 et FA0549 datées du 18 mars 2013 du bureau d'études ASSYST ENVIRONNEMENT relatives respectivement à l'élaboration d'un dossier de déclaration et d'autorisation ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 14 janvier 2014 l'inspection des installations classées a constaté la présence sur le site :

- d'environ 2 tonnes de batteries usagées de véhicules,
- d'un dépôt de métaux et de ferrailles d'environ 700 m² déposé sur une dalle, en bennes ou dans le hangar ;

Considérant qu'au regard des faits susmentionnés, il est établi que la société SARL LIONEL FAERBER METAUX (LFM) RECYCLAGE exerce une activité de tri, transit et regroupement de métaux et de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux et de déchets d'alliage de métaux non dangereux et déchets dangereux (batteries usagées) ;

Considérant que la quantité constatée de déchets dangereux (batteries usagées) dépasse 1 tonne;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique 2718-1 :

« Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. :

La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1- Supérieure ou égale à 1 t » – Autorisation ;

Considérant que la quantité constatée de métaux et de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux et de déchets d'alliage de métaux non dangereux dépasse 100 m²;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique 2713-2 :

« Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. :

La surface étant : 2. Supérieure ou égale à 100 m² mais inférieure à 1000 m² » - Déclaration;

Considérant que l'installation dont l'activité a été constatée lors de la visite d'inspection du 14 janvier 2014 relève de la législation des installations classées ;

Considérant que l'installation susvisée est exploitée sans l'autorisation et la déclaration requises en application de l'article L. 512-7 et suivants du Code de l'environnement;

Considérant qu'il convient en conséquence et en vue de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement de faire application de son article L. 171-7 en mettant la Société SARL LIONEL FAERBER METAUX (LFM) RECYCLAGE en demeure de régulariser la situation administrative.

Sur proposition du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

ARRETE

Article 1

La société SARL LIONEL FAERBER METAUX (LFM) RECYCLAGE exploitant une activité de tri, transit et regroupement de métaux et de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux et de déchets d'alliage de métaux non dangereux et déchets dangereux (batteries usagées) située 10 rue Pascal sur la commune de MEAUX (77100) est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant un dossier de demande d'autorisation en préfecture incluant la ou les activités qui relèveraient du régime de la déclaration,
- en cessant ces activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 et R.512-39-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

Dans un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure,

Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement,

Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de trois mois. L'exploitant fournit sous un mois les éléments justificatifs du lancement de la constitution d'un tel dossier (attestation de bureau d'études signée et précisant les délais)

Les délais précités courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions administratives

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'Environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ainsi que la cessation définitive des travaux.

Article 3 - Informations des tiers

Une copie de l'arrêté est déposée en mairie de MEAUX et peut y être consultée. Une copie du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles la société SARL LIONEL FAERBER METAUX (LFM) RECYCLAGE est soumise, est affichée en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé à la DRIEE (Unité territoriale de Seine-et-Marne) par les soins du maire.

Article 4 - Délai et voies de recours (combinaison des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du Code de l'Environnement)

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le Tribunal Administratif (Tribunal Administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 5 - Exécution

- le Secrétaire général de la Préfecture,
- Le Sous-Préfet de MEAUX,
- le Député-Maire de MEAUX,
- le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Energie et de l'Environnement d'Ile-de-France à Paris,
- le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Energie et de l'Environnement d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la Société SARL LIONEL FAERBER METAUX (LFM) RECYCLAGE sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 04 février 2014

Pour ampliation,
La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité Territoriale
de Seine-et-Marne



Guillaume BAILLY

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité Territoriale
de Seine-et-Marne,

signé

Guillaume BAILLY

DESTINATAIRES :

- Société SARL LIONEL FAERBER METAUX (LFM) RECYCLAGE ,
- Madame la. Préfète de Seine-et-Marne (DCSE),
- Madame la. Préfète de Seine-et-Marne (SIDPC),
- Monsieur le Sous-préfet de MEAUX,
- Monsieur le Député-Maire de MEAUX
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Paris,
- Monsieur le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple.